



POUR NOS EMPLOIS POUR NOS MISSIONS

JEUDI 9 MAI, TOUTES ET TOUS EN GRÈVE

Pôle emploi est attaqué de toutes parts : nos missions et nos conditions de travail se dégradent ; **les pressions, les contrôles et les sanctions sur les personnels** ne cessent d'augmenter. En 2018, 2000 postes ont été supprimés, plus d'un millier le seront en 2019. Les déclarations récurrentes du gouvernement sur l'inefficacité de Pôle emploi confirment sa volonté de réorienter les missions de notre institution voire de la démanteler. Mais le **service public de l'emploi n'est pas le seul à être menacé. C'est l'ensemble des services publics qui est dans le collimateur du gouvernement.**

Dans sa lettre adressée aux Françaises et aux Français annonçant le « grand débat national », Emmanuel Macron proposait de « **supprimer certains services publics qui seraient dépassés ou trop chers par rapport à leur utilité...** ». Plus loin, il attaquait le service public de l'emploi et l'assurance chômage en rappelant que « **l'efficacité de la formation comme des services de l'emploi est souvent critiquée.** »

DÉFENDONS LES SERVICES PUBLICS

Le gouvernement a ensuite mis en échec les négociations relatives à l'assurance chômage avec comme objectif la mise sous tutelle de l'Unédic laissant toute latitude à l'État pour **réduire les droits des chômeurs**. Durant ces négociations, les débats concernant la question du financement de Pôle emploi font peser un **risque majeur sur le devenir de notre service public dès 2020 !**

Suite au « grand débat », Emmanuel Macron a explicitement prévenu que la baisse de l'impôt sur le revenu allait entraîner **une baisse conséquente des dépenses publiques** et une réforme du régime de la retraite obligeant à travailler plus longtemps. Nous devons nous battre pour **refuser un régime de retraite par points et maintenir les régimes de retraite existants avec leurs dispositifs de solidarité et leurs droits dérivés**. À cela s'ajoute la promotion des Maisons de services au public (MSAP), rebaptisées Maisons France Services, qui servent à justifier une **nouvelle baisse des effectifs des services publics** et la **disparition des agences physiques**.

À la colère grandissante de la population, Emmanuel Macron répond par la destruction des services publics et par la volonté de nous faire travailler toujours plus.

IMPOSONS UNE AUTRE RÉPARTITION DES RICHESSES

RENDEZ-VOUS LE 9 MAI

Pour un cortège intersyndical Pôle emploi